



**PRÉFET  
DE LA HAUTE-  
GARONNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Occitanie**

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège  
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331  
cedex  
31776 Colomiers

Colomiers, le 21/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/11/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**EURALIS CEREALES**

Avenue Gaston PHOEBUS  
64230 Lescar

Références : 2024/634  
Code AIOT : 0006802820

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/11/2024 dans l'établissement EURALIS CEREALES implanté Lieu-dit Auge 31390 Marquefave. L'inspection a été annoncée le 13/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURALIS CEREALES
- Lieu-dit Auge 31390 Marquefave
- Code AIOT : 0006802820
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EURALIS exploite des installations de stockage de céréales et d'engrais. Lors de l'inspection, objet du présent rapport, la visite de terrain a porté sur les installations suivantes : séchoir numéro 2, toit de la cellule n°3 et vanne d'obturation des eaux pluviales

**Contexte de l'inspection :**

- Accident

**Thèmes de l'inspection :**

- Risque incendie

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	rapport d'incident	Arrêté Préfectoral du 11/08/1998, article 1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	entretien des séchoirs	AP Complémentaire du 03/08/2006, article 10.2.3	Demande d'action corrective	2 mois
3	prévention pollution accidentelle	Arrêté Préfectoral du 11/08/1998, article 2.3.1	Demande d'action corrective	2 mois
4	consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 11/08/1998, article 6.2.3	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

Les faits conduisent l'inspection à proposer d'accorder à l'exploitant un délai de 2 mois pour apporter la démonstration de sa conformité aux 4 prescriptions.

**2-4) Fiches de constats**

**N° 1 : rapport d'incident**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/1998, article 1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incidents
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout accident ou incident significatif susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 doit être signalé par télécopie dans les meilleurs délais à l'inspecteur des installations classées et faire l'objet d'un rapport. Ce rapport sera adressé à l'inspecteur des installations classées, dans les meilleurs délais, et au plus tard 2 mois après. Il décrira les causes de l'incident significatif ou de l'accident et indiquera les dispositions prises pour éviter son renouvellement.
<b>Constats :</b>  Un courriel de notification d'un incident sur le séchoir numéro 2 a été transmis par l'exploitant le 12 novembre 2024. Celui-ci reprend les circonstances de l'événement ainsi que les mesures immédiates prises. L'exploitant a indiqué avoir transmis l'information à l'inspection de 8 novembre 2024 mais l'inspection confirme ne rien avoir reçu.

Descriptions de l'événement qui a eu lieu le 8 novembre 2024 :

En fin d'après-midi : découverte du point chaud dans le séchoir (déclenchement des sondes de température dans la partie haute du séchoir). Les opérateurs (permanents) sont montés au niveau des sondes et ont constaté beaucoup de fumées et des braises. Les opérateurs mettent en place les mesures d'urgence. Des opérateurs se déplacent en haut du séchoir et constatent la propagation de poussières et de braises sur le toit des cellules de stockage, notamment la cellule 3. Considérant que l'incendie ne peut être totalement maîtrisé, le responsable du site appelle les services de secours (SDIS31). Les pompiers constatent les poussières incandescentes qui se déposent sur le toit des cellules et passent une caméra thermique. Il en ressort que les braises ne se sont pas propagées à l'intérieur des cellules. Vers 19h00, l'incendie du séchoir est maîtrisé grâce à l'aspersion, l'intervention des équipiers de première intervention et le SDIS. Vers 00h25, le séchoir est vide, il n'y a plus de point chaud après plusieurs contrôles des pompiers par caméra thermique (cellules et séchoir). L'exploitant a également indiqué que les pompiers ont assuré au personnel qu'il n'y a pas besoin de surveillance particulière. Les équipes de secours ont quitté le site.

Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence de sciures sur le toit des cellules (numéro 3) mais n'a pas constaté de dégâts apparent sur les cellules et à l'extérieur du séchoir ainsi qu'à l'intérieur du bas du séchoir. L'intérieur du haut de séchoir n'a pu être contrôlé du fait d'un accès par échelle. L'inspection a également constaté, selon les informations transmises par l'exploitant et les constats sur site, que les moyens de détection ont fonctionné et la procédure d'urgence a été respectée.

Lors de la visite, l'inspection n'a pas constaté la présence d'eau de ruissellement stagnante. L'exploitant a justifié qu'une société est venue pomper les eaux de ruissellement le 10 novembre 2024. Environ 50 m3 d'eau ont été pompés et évacués du site. L'eau utilisée n'a pas à être réalimentée car elle provenait du réseau et non d'une bache.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant :

- de vérifier les coordonnées qui ont été utilisées pour communiquer l'information de l'incident à l'inspection le 8 novembre 2024 et de mettre à jour les coordonnées si nécessaire ;
- de renseigner la fiche de notification d'incident transmise par courriel du 13 novembre 2024 en précisant notamment les causes et les enseignements tirés (non précisés dans le courriel d'information reçu le 12 novembre 2024) ;
- de justifier des mesures prises pour limiter/éviter que des braises puissent sortir des évacuations situées en haut des séchoirs et se propager sur les silos à proximité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 2 mois

**N° 2 : entretien des séchoirs**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/08/2006, article 10.2.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, entretien

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a présenté un avis de passage de la société MERIS du 12 novembre 2024 pour vérifier le séchoir numéro 2 suite à l'incendie. Cet avis de passage est peu détaillé et mentionne de prévoir le remplacement de plusieurs panneaux et qu'une sonde a été réparée. Il est indiqué un essai du séchoir sans émettre les conclusions. La dernière vérification du séchoir a été réalisée par la société MERIS le 21 octobre 2024 suite à une recherche de panne qui a été réparée lors du contrôle.</p> <p>L'exploitant a justifié avoir appliqué la procédure de nettoyage du séchoir. Il a été en mesure de justifier que des rondes sont effectuées toutes les semaines afin de vérifier l'empoussièrement. Il n'a pas été mentionné d'alerte. Le dernier nettoyage a été réalisé le 3 octobre 2010. L'exploitant a procédé à un nettoyage des installations suite à l'incident du 9 au 11 novembre 2024.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a également indiqué qu'un expert est venu vérifier l'état des installations notamment au niveau des cellules de stockage. Cette intervention était prévue dans le cadre du suivi de l'intégrité des installations. Ils sont en attente des conclusions.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• d'apporter plus de précision sur les points vérifiés par la société MERIS sur le séchoir n° 2 et d'écrire clairement qu'il est opérationnel ;</li> <li>• de justifier de la réalisation d'un contrôle sécurité séchoir interne en communiquant le tableau reprenant les points de contrôle réalisés ;</li> <li>• de communiquer les conclusions de l'expert qui est venu vérifier l'intégrité des installations ;</li> <li>• de justifier de la réalisation des travaux mentionnés par la société MERIS dans son avis de passage du 12 novembre 2024 ;</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

**N° 3 : prévention pollution accidentelle**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/1998, article 2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, prévention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation des installations pour limiter les risques de pollution accidentelles des eaux et des sols.</p>
<p><b>Constats :</b></p>

<p>Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir actionné la vanne d'obturation du réseau d'eaux pluviales. L'inspection a constaté que cette vanne est matérialisée sur le plan de masse du site mais n'est pas matérialisée sur place. De plus, cette vanne est située à environ 100 mètres du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de justifier de la matérialisation sur place de la vanne d'obturation située à 100 mètres ;</li> <li>• de justifier du moyen qui peut être mis en place comme moyen d'obturation sur site ;</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : consignes de sécurité

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 11/08/1998, article 6.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, consignes</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer, en cas d'incident grave ou d'accident, en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien. Les consignes de sécurité sont tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Les procédures d'exploitation sont tenues à jour.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a montré la procédure d'urgence. L'obturation du réseau d'eau pluvial à l'aide de la vanne située à 100 mètres du site n'y est pas mentionné. L'exploitant a confirmée qu'elle a été actionnée lors de l'incident, De plus, certaines procédures liées à l'urgence datent de 2018 et la version papier présentée sur site datait de 2009. Les fiches réflexes liées aux différents scénarios d'accidents ont cependant été mises à jour en 2022 et sont également présentes sur site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour les procédures d'urgence en intégrant notamment l'obturation du réseau d'eau pluvial et en veillant à ce que la version papier présente sur le site soit la même version que celle informatisée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>